

Coronavirus : du côté du pouvoir, le libéralisme autoritaire comme seule réponse

Le 12 mars, lors de sa première allocution solennelle, la main sur le cœur, Macron l'avait juré : « Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile au grand jour les faiblesses de nos démocraties. Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite, sans conditions de revenus, de parcours ou de professions, notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »

La barre à gauche ?

CertainEs ont dû s'étouffer en entendant de tels propos, venus du président des ultra-riches, adepte de la destruction des services publics et des privatisations à outrance, à la tête d'un exécutif méprisant, depuis un an, le mouvement de révolte des hospitalierEs, et déterminé à détruire le système de protection sociale pour l'offrir aux requins du privé. Mais on n'avait encore (presque) rien vu. Le 16 mars, Muriel Pénicaud déclarait aux syndicats et au patronat : « Pendant la période actuelle, c'est zéro licenciement ». Le même jour, elle proposait le report du deuxième volet de la réforme de l'assurance chômage, du 1er avril au 1er septembre. Le lendemain, Bruno Le Maire montait à son tour au créneau, affirmant que l'État serait prêt à faire « des nationalisations, si nécessaire ». Ajoutez à cela le report de la privatisation d'ADP, annoncé le 11 mars, et certains ont cru voir le gouvernement amorcer, sous la pression de la crise du coronavirus, le fameux « tournant social » promis par les « macronistes de gauche » depuis plus d'un an.

Des paroles aux actes

Ceux-là ont dû rapidement déchanter. Car il y a les discours et les actes. Et le moins que l'on puisse dire est que les décisions prises par le gouvernement, entre autres celles contenues dans le projet de loi soumis jeudi 19 mars au Parlement, n'ont pas grand chose à voir avec les soudains élans d'apparence progressiste de la macronie...

Ainsi, les hommages appuyés de Macron aux personnels hospitaliers et au système de santé n'ont été accompagnés d'aucune mesure concrète : pas de budget supplémentaire, pas d'embauches, pas d'ouvertures de lits, et aucune décision concernant la pénurie de matériel de protection pour les soignantEs. Les engagements sur le « zéro licenciement » n'étaient quant à eux, comme l'a rapporté un conseiller de Pénicaud, qu'un « propos de réunion » : « C'est une

*fake news absolue ! Il n'a jamais été question d'interdire les licenciements ! »*¹

Du côté des « nationalisations » de Le Maire, pas davantage de surprise : il ne s'agit aucunement de mettre sous contrôle public des entreprises produisant des biens et services indispensables (l'industrie pharmaceutique par exemple), mais de voler au secours des « fleurons » du capitalisme français menacés par la crise boursière, « par des recapitalisations, des prises de participation ou même des nationalisations si nécessaire », et de les protéger face à la concurrence venue de l'étranger. Nul doute qu'une fois l'orage passé, les capitalistes récupéreront leur bien dès qu'il sera redevenu rentable, les pertes étant financées par de l'argent public...

Tout pour le secteur privé, rien pour la population

Au fond, rien n'a changé du côté du gouvernement, toujours obsédé par les « premiers de cordée », sans aucun égard pour le reste de la population, y compris et notamment les plus fragiles. Des facilités sont ainsi accordées aux entreprises (loyers, charges, fiscalité, etc.), tandis que les classes populaires devront se serrer la ceinture.

Le pouvoir propose ainsi de « modifier les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail » et de « permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger de droit aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical ». Des attaques contre, pêle-mêle, la durée du temps de travail, le travail du dimanche, les congés payés, les RTT...

Et, comme on pouvait s'y attendre, Édouard Philippe a annoncé, le 19 mars à l'Assemblée, que « lorsque l'État dit "quoi qu'il en coûte", ça veut dire que la nation dans son ensemble devra accompagner l'effort. » Comprendre : c'est l'immense majorité de la population qui passera à la caisse pour renflouer les grandes entreprises et les banques.

Cette obsession de la sauvegarde des profits se manifeste, enfin, par les scandaleuses décisions du gouvernement concernant le maintien de la production, avec une volonté affirmée, et maintenue, de continuer d'exposer les salariéEs au virus et de propager ce dernier. Illustration paroxystique de cette attitude avec les remontrances faites par Muriel Pénicaud à trois fédérations patronales du bâtiment, dont la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb), qui a incité leurs membres à suspendre leurs activités : du « manque de civisme », selon la ministre du Travail...

Nos vies, par leurs profits

Il ne s'agit évidemment pas de nier les immenses difficultés auxquelles peuvent être confrontées de nombreuses petites entreprises. Mais veut-on réellement nous faire croire qu'il n'y aurait pas d'argent pour abonder un fonds de soutien ? Pour la seule année 2019, les entreprises du CAC 40 ont redistribué 60 milliards d'euros aux actionnaires et, selon le rapport annuel d'Oxfam, 7 milliardaires en France possèdent autant que 30% de la population... Crise sanitaire ou pas, la formule demeure : « De l'argent, il y en a... dans les caisses du patronat ! ».

Les « mesures d'urgence » du gouvernement, sur le plan économique et social, témoignent du fait que le pouvoir est déterminé, malgré les évidences, à ne rien changer à sa politique au service des riches et à continuer de nous emmener droit dans le mur. Les déclarations hypocrites de Macron et des siens, qui avaient pu semer des illusions chez certainEs, ont été faites sous la pression des événements... et des évidences : la crise du coronavirus joue en effet un rôle de révélateur, entre autres des conséquences dramatiques de l'austérité sur les systèmes de santé et des dangers inhérents à l'économie capitaliste, contradictoire dans son essence même avec la planification de la production et son orientation vers les besoins de touTEs, pas les profits de quelques-uns.

Des évidences que le gouvernement s'emploie désormais à nier, en essayant de nous faire croire que ses « mesures d'urgence » seraient en cohérence avec les grands principes énoncés, la lame à l'œil, par Macron lors de sa première intervention. Mais il n'en est rien. Et des résistances se développent, avec les droits de retrait, les grèves, les pressions exercées sur les employeurs pour qu'ils renoncent à exiger de leurs salariéEs qu'ils et elles se déplacent. Une situation loin d'être stabilisée donc, et le moins qu'on puisse dire est que les errements irresponsables du pouvoir, dont l'évidence a été pointée, s'il en était besoin, par les « aveux » d'Agnès Buzyn, n'incitent guère à vouloir le laisser mener la barque comme il l'entend.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que ces mesures s'accompagnent d'un tour de vis autoritaire supplémentaire, venu d'une Macronie qui, incapable de convaincre – et pour cause ! – de sa politique, a décidé d'avoir, une fois de plus, recours à la matraque. Autant de raisons de refuser de les laisser faire et de le répéter haut et fort : nos vies valent plus que leurs profits !

Le NPA65, Tarbes, le 20 mars 2020.